



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Première réunion de coordination et de gestion

Compte rendu analytique de la 18^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 17 avril 2018, à 15 heures

Présidente : M^{me} King (Vice-Présidente) (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

Sommaire

Point 12 de l'ordre du jour : Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions

- a) Rapports des organes de coordination

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-06113 (F)



Merci de recycler



En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie), M^{me} King (Saint-Vincent-et-les Grenadines), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 12 de l'ordre du jour : Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

a) Rapports des organes de coordination (E/2018/48)

1. **La Vice-Secrétaire générale**, présentant le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) pour 2017 (E/2018/48), rappelle que le rôle principal du CCS, en sa qualité de mécanisme de coordination interne au plus haut niveau de l'Organisation des Nations Unies, est de renforcer les synergies et de promouvoir la cohérence et la coordination entre les organismes du système des Nations Unies sur des questions qui les intéressent tous. On pourrait dire que le Conseil est également un laboratoire de gestion interne. En sa qualité de Président du CCS, le Secrétaire général a orienté les travaux du Conseil vers l'appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (qui en était dans sa deuxième année) en rapprochant les entités du système des Nations Unies, le but étant de dépasser les frontières institutionnelles.

2. Le Conseil a adopté un nouveau modèle de réunion afin de se positionner de façon à fournir des orientations axées sur l'avenir et encadrer au mieux les réflexions. Dans le but d'appeler l'attention des responsables de l'ONU sur les idées et les besoins des jeunes, afin qu'il en soit tenu compte dans l'évolution du système des Nations Unies, le Secrétaire général a invité son Envoyée pour la jeunesse à prendre la parole devant le Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2017, cette interaction devant se poursuivre par la suite. En novembre 2017, le Secrétaire général a proposé de séparer les activités d'appui opérationnel du Groupe des Nations Unies pour le développement des fonctions de politique générale du Comité de haut niveau sur les programmes et du Comité de haut niveau sur la gestion, le Groupe renforcé (renommé Groupe des Nations Unies pour le développement durable) ne faisant pas partie de l'architecture du CCS. Le Conseil a accepté cette proposition.

3. Au vu de la nature intégrée et indivisible du Programme 2030, le Conseil suit une approche qui concilie les trois dimensions du développement durable et prend en compte, de façon intégrée, le

développement, la paix, les affaires humanitaires et les droits de l'homme. Dans ce contexte, en 2017, le Conseil s'est concentré sur l'appui à l'application des innovations technologiques par les États Membres en vue de réaliser les objectifs de développement durable, est convenu d'une approche commune de l'encadrement au sein du système des Nations Unies et a encouragé les efforts conjoints dans les domaines de la gestion du risque et de la résilience. Par conséquent, le CCS a encouragé l'adoption à l'échelle du système de mesures qui s'inscrivent dans une perspective commune, selon le principe des responsabilités partagées, et qui reposent sur les compétences spécialisées de l'ensemble du système des Nations Unies.

4. Dans le premier des trois domaines d'action, le Conseil a examiné les perspectives offertes par les progrès scientifiques et technologiques de même que les défis qu'ils présentent. Il a conclu que lorsqu'elles étaient appliquées aux processus opérationnels, les innovations technologiques permettaient de gagner en efficacité et en efficience dans l'exécution des programmes. Ainsi, le Conseil a décidé d'explorer plus avant l'action du système des Nations Unies en matière de nouvelles technologies, en étudiant à la fois sur la mise à profit des nouvelles technologies en interne et le recours à des experts extérieurs de premier plan pour évaluer l'incidence des technologies sur l'Organisation et ses travaux.

5. De plus, l'Assemblée générale ayant demandé que le système des Nations Unies adapte les compétences de son personnel pour appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, le Conseil a adopté un nouveau modèle d'encadrement. Ce modèle prévoit un plan pour la création et le renforcement des capacités des Nations Unies, à tous les niveaux, dans toutes les fonctions et dans tous les lieux d'affectation, le but étant de promouvoir un changement de culture plus complet faisant écho aux efforts de réforme actuellement menés. Le modèle d'encadrement a été élaboré par le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement, avec le concours de l'École des cadres du système des Nations Unies. Il repose sur la notion commune selon laquelle le système des Nations Unies a besoin d'un modèle d'encadrement qui soit fondé sur des normes et des principes, qui profite à tous, qui prévoient l'application du principe de responsabilité, qui soit multidimensionnel, porteur de transformation et collaboratif, et que chacun puisse appliquer de sa propre initiative. L'appui au Programme 2030 doit reposer sur des conduites d'encadrement principalement axées sur quatre objectifs : obtenir les résultats escomptés pour les peuples que servent les Nations Unies, opérer des

changements en profondeur, suivre un mode de réflexion systémique et participer à des activités de cocréation au moyen de partenariats.

6. La troisième initiative à l'échelle du système est un cadre analytique sur le risque et la résilience, adopté par le Conseil en novembre 2017. Ce cadre a été élaboré suite aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité dans lesquelles il était souligné qu'une approche intégrée et cohérente entre les acteurs concernés était essentielle à la réalisation des objectifs de l'Organisation dans les trois piliers. Il a été élaboré par le Comité de haut niveau sur les programmes, dans le cadre d'une action à l'échelle du système dirigée par le Programme alimentaire mondial. Il comporte trois éléments fondamentaux : la pensée systémique, l'équation du risque et de la résilience et l'« optique » de la prévention. Ces éléments, qui sont expliqués plus en détail dans le rapport sont, en résumé, destinés à constituer une approche coordonnée de la lutte contre les menaces qui pourraient entraver ou annuler les progrès relatifs à la réalisation des objectifs de développement durable. L'expression « pensée systémique » renvoie à la relation fondamentale qui existe entre les risques et d'autres questions de développement durable à différents niveaux. Quant à elle, l'« équation du risque et de la résilience » est utile pour organiser l'action concernant les différents piliers et définir des résultats escomptés de façon collective. Enfin, l'optique de prévention vise à favoriser une approche dynamique des mesures prises pour accroître la résilience et réduire les risques.

7. En novembre 2017, le Secrétaire général a appelé les membres du CCS à s'engager sur trois questions clefs qui exigent la plus grande attention et une ferme volonté de la part des hauts responsables des entités des Nations Unies : promouvoir la parité des sexes, combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles, et lutter contre le harcèlement sexuel au sein des organismes du système des Nations Unies. En conséquence, les efforts visant à réaliser la parité des sexes ont été multipliés dans l'ensemble du système des Nations Unies. Depuis la dernière réunion du Conseil, les efforts déployés à l'échelle du système pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ont été dirigés par le Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, qui a communiqué directement avec les entités du CCS présentes sur le terrain. Le Conseil s'est félicité de la proposition du Secrétaire général de créer une équipe spéciale de lutte contre le harcèlement sexuel dans les organismes des Nations Unies. L'équipe spéciale, sous la direction de la Présidente du Comité de haut niveau

sur la gestion, a commencé ses travaux en fin 2017 et devrait les achever d'ici à la fin de 2018.

8. Le Secrétaire général estime que le Conseil offre aux responsables du système des Nations Unies un espace unique leur permettant d'examiner les moyens de développer et d'intensifier les efforts à l'échelle du système à l'appui du Programme 2030. Les membres du Conseil et lui-même partagent tous la même volonté ferme de collaborer et de contribuer de toutes les manières possibles à la concrétisation des ambitions des États Membres.

9. **M. Hilale** (Maroc) dit que le rapport favorisera une mise en œuvre cohérente et stratégique du Programme 2030 en aidant à déterminer les domaines dans lesquels la coopération internationale devrait être renforcée. Le rapport est en harmonie avec le projet du Secrétaire général concernant la réforme du système des Nations Unies pour le développement, que sa délégation appuie pleinement. Le processus de réforme doit tenir compte des moyens d'exécution du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays africains.

10. La délégation marocaine se félicite des mesures prises par le Conseil pour améliorer la collaboration entre les entités des Nations Unies à l'appui de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'encourage à continuer de promouvoir une action intégrée dans les domaines des changements climatiques et du développement durable. Elle espère que la coopération sur la réforme des bureaux extérieurs entre le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement aboutira à une stratégie cohérente d'appui aux équipes de pays des Nations Unies d'ici à 2022. Les propositions du Secrétaire général visant à renforcer la coordination et la cohérence entre les entités des Nations Unies doivent respecter pleinement les modèles de développement des États Membres, en considérant leur contexte politique, économique, social et culturel. Seule l'appropriation des activités par les pays permettrait d'assurer l'efficacité du système des coordonnateurs résidents envisagé. À cet égard, les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement doivent constituer le seul instrument régissant la coopération entre les gouvernements et le système des Nations Unies pour le développement. La délégation marocaine appuie les plans du Secrétaire général visant à établir une stratégie de financement durable fondée sur des ressources prévisibles et conforme à la résolution 71/243 (2017) de

l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

11. **M. Gómez Camacho** (Mexique) dit que sa délégation se félicite que le rapport ait été présenté en personne par la Vice-Secrétaire générale et que la réunion permette d'avoir un dialogue de fond avec le secrétariat du CCS, ce qui signifie que l'adoption du rapport ne se limite plus à une simple procédure administrative. Cette présentation constitue un pas très positif vers la transformation du Conseil en un forum sur les questions de développement entre les États Membres et entre les États Membres et le système des Nations Unies.

12. La délégation mexicaine se félicite également de l'analyse sur l'évolution rapide de la technique que contient le rapport. Le rythme de ces changements et le nombre de technologies émergentes auront un impact énorme sur les politiques économiques et sociales et sur la vie des populations en général. En effet, selon certaines estimations, 2 milliards d'emplois seront perdus au cours des 20 prochaines années en raison des progrès technologiques. Toutefois, cet élément n'a pas été dûment pris en compte dans la planification de la mise en œuvre du Programme 2030 or il risque de présenter un obstacle considérable. Les États Membres et le système des Nations Unies doivent s'efforcer de comprendre les opportunités et les risques que présente l'innovation scientifique et technologique et les relier à des objectifs spécifiques en matière de développement durable afin d'élaborer des politiques appropriées et une stratégie cohérente favorisant une transition sans heurt.

13. **M^{me} Petrova** (Directrice du secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination) dit que le Secrétaire général a accordé un rang de priorité élevé à la réforme des travaux du Conseil. Le CCS s'efforce d'appuyer toutes les mesures de mettre en œuvre le Programme 2030. Il s'emploie à soutenir les États Membres et à éviter de créer des cloisonnements. Le Secrétaire général n'a pas pu assister à la réunion, mais le nouveau format qu'il a choisi pour le rapport lui permettra, ainsi qu'à la Vice-Secrétaire générale, de répondre directement aux questions des États Membres. Le rapport reflète l'opinion du Secrétaire général selon laquelle l'ONU doit favoriser le dialogue sur l'impact des changements technologiques rapides, appuyer les États Membres et promouvoir l'élaboration de stratégies communes pour permettre aux générations futures de s'adapter aux progrès technologiques.

La séance est levée à 15 h 40.